

Il s'est creusé de plus de 5 milliards de dirhams à fin octobre

# Le déficit budgétaire s'aggrave à 39 milliards de dirhams

Kawtar Tali  
ktali@aujourd'hui.ma

La situation budgétaire à fin octobre ne diffère pas de celles des mois précédents. La tendance reste relativement la même, marquée par une importante accentuation du déficit budgétaire. Le creusement est évalué à plus de 5 milliards de dirhams par rapport à la même période de l'année passée. Les statistiques publiques de la Trésorerie générale du Royaume (TGR) font ressortir un déficit budgétaire de 39 milliards de dirhams contre 33,4 milliards de dirhams une année auparavant. Cette aggravation tient compte d'un solde positif de 4,4 milliards de dirhams dégagé par les comptes spéciaux du Trésor et les services de l'État gérés de manière autonome (Segma). En termes des charges et ressources, la situation arrêtée au titre des dix premiers mois de l'année laisse paraître une augmentation différenciée des recettes et dépenses. Les recettes ordinaires brutes ont grimpé de 6,7% pour atteindre les 202,9 milliards de dirhams à fin octobre. Cette augmentation ne tient pas compte du versement en 2018 de 24 milliards de dirhams effectué à partir du



«compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe» au profit du budget général. «Compte tenu de ce versement, les recettes ordinaires brutes ont enregistré une baisse de 5,3%», explique à cet effet la TGR. L'évolution constatée des ressources du Trésor s'explique par la hausse de 2,6% des impôts directs, de 5,4% des impôts indirects, de 2,2% des droits d'enregistrement et de timbre. En parallèle, les droits de douane et les recettes non fiscales ont affiché des replis respectifs de 1,2 et 41%. S'agissant

des recettes non fiscales, la TGR dévoile une hausse des recettes de monopole. Ces dernières sont passées de 7,3 milliards de dirhams à 8,9 milliards de dirhams s'inscrivant ainsi en amélioration de 22,9%. Les versements d'OCP se sont établis sur la même période à 2,7 milliards de dirhams. Ceux de l'Agence de la conservation foncière ont atteint les 2 milliards de dirhams contre 1,53 milliard de dirhams pour Maroc Telecom, 782 millions de dirhams pour Bank Al-Maghrib et 400 millions de dirhams pour l'ONDA. S'agissant

de la privatisation, la TGR indique que «la cession d'une partie de la participation de l'État dans le capital de la société Itissalat Al-Maghrib a rapporté 4,4 milliards de dirhams représentant la part du budget général». Par ailleurs la structure des recettes nettes du budget général à fin octobre reste dominée par la TVA ayant affiché un accroissement de 1,3%. La TVA représente, en effet, 24,9% du total des recettes nettes, suivie de l'impôt sur les sociétés détenant une part de 19,2% contre une part de 18,1% pour l'impôt

sur le revenu. Il est à noter que le taux de couverture des dépenses par les recettes ordinaires est revenu, à fin octobre, à 103,7% contre 118,8% à la même période de l'année passée. 45,7% des recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel. De même, 27,7% des recettes ont été allouées aux dépenses de matériel au moment où 13,5% ont été consacrés aux intérêts de la dette, 6,2% aux émissions de la compensation et 3,3% aux remboursements, dégrèvement et restitutions fiscales. Se référant aux données formulées par la TGR, les dépenses ordinaires émises ont augmenté de 8,5% par rapport à la même période passée. De même, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 415 milliards de dirhams. Ils représentent un taux global d'engagement de 73%, soit au même niveau que le même mois de l'année passée. Le taux d'émission sur engagements est pour sa part restée identique à celui de la même période de l'année précédente, soit à 87%.